

## H7 – la IIIe République

*Compétences travaillées* : **Comprendre un document. Pratiquer différents langages** : S'approprier le vocabulaire en Histoire.

**Raisonner** : Utiliser ses connaissances. **Histoire** : Se repérer dans le temps.

**Intro** : Au cours du début du mois de **juillet 1870**, l'**Europe** est secouée par **une crise diplomatique**. La Prusse, un Etat de l'Est germanique (future Allemagne), veut placer un prince sur la couronne d'Espagne laissée vacante depuis le départ de la reine en 1868. La France s'y oppose, craignant d'être encerclée. Le 13 juillet 1870, dans la ville d'Ems, le roi de Prusse Guillaume Ier rencontre l'ambassadeur de France qui est reconduit avec la preuve que l'affaire d'Espagne est terminée, puisque personne ne veut prendre le trône. La France exige un compte-rendu écrit de la rencontre. Le chancelier de la Prusse Bismarck modifie le texte et fait publier la dépêche d'Ems, le lendemain 14 juillet 1870. Ce document énerve les Français, notamment Napoléon III et son entourage. **Le 19 juillet 1870, la France déclare la guerre à la Prusse.**

### **PBM : Comment s'installe la IIIe République puis se consolide-t-elle entre 1870 et 1914 malgré des crises ?**

#### **I. La naissance de la IIIe République**

##### 1) La chute de l'Empire dans la guerre de 1870

Les plans de la France pour combattre sont changés au dernier moment. **Les batailles sont violentes et sont toutes des défaites françaises**, comme le 18 août 1870 à Saint-Privat. Les forces allemandes que sont la Prusse et ses alliés entrent en France et parviennent à mettre en débâcle l'ensemble de l'armée française.

Les 31 août et 1<sup>er</sup> septembre 1870, l'armée française dirigée par l'Empereur et une grande partie des armées allemandes s'affrontent à Sedan. **Napoléon III ne trouvant pas la mort sur le champ de bataille, il se rend et avec lui 90 000 hommes sont faits prisonniers.** Deux jours plus tard, à Paris, c'est la fin de l'Empire.

##### 2) La naissance de la IIIe République et la guerre

La **République est proclamée à Paris** par le député **républicain Léon Gambetta le 4 septembre 1870**. Avec plusieurs autres députés républicains, ils vont chercher à lutter contre les Prussiens. Malgré la constitution d'armées, **la défaite est inévitable le 28 janvier 1871**. Tandis que l'Allemagne s'est unifiée dans la Galerie des Glaces du château de Versailles (18 janvier 1871), la France organise des élections législatives en février 1871.

**Adolphe Thiers est nommé chef du gouvernement** par l'assemblée. Installé à Versailles, Thiers négocie avec Bismarck un **traité de paix signé le 10 mai 1871**, à Francfort. La France doit une amende de 5 milliards de franc-or et cède l'Alsace et une partie de la Lorraine à l'Allemagne.

3) La Commune de Paris de 1871 comme première épreuve

Le 18 mars 1871, Thiers fait reprendre les canons entreposés sur la butte Montmartre, proche de Paris. Une insurrection éclate, les Parisiens refusent que les canons dont ils se sont servis pour combattre les Prussiens soient enlevés, ils les considèrent comme les leur. Pour eux, c'est une preuve « que Thiers abandonne Paris aux Allemands ». Thiers et le gouvernement décident d'aller s'installer à Versailles.

Les Parisiens se révoltent et s'organisent en un **gouvernement insurrectionnel** s'autodirigeant, **la Commune de Paris**. Des heurts éclatent dans Paris. Des personnes jugées ennemies de la Commune sont exécutées. Des barricades sont construites par les Communards (partisans de la Commune de Paris) et **défendues** par des canons et des **Parisiens et des Parisiennes en arme, comme l'institutrice Louise Michel**.

Le 21 mai 1871, face aux refus de négociations des Communards, Thiers ordonne aux troupes, souvent des prisonniers de guerre revenus d'Allemagne, d'aller combattre la Commune de Paris. **Du 21 au 28 mai 1871, c'est « la Semaine Sanglante »**. Les Parisiens combattent les troupes de Thiers, les Versaillais. L'armée du gouvernement parvient à reprendre Paris aux insurgés. 20 000 Communards sont tués et 1 000 soldats versaillais. **La IIIe République parvient à s'installer dans le sang.**

## **II. Les vicissitudes d'une IIIe République qui s'affirme**

### 1) Les crises des années 1870

Les **élections de 1871** ont fait entrer un grand nombre de **députés monarchistes à l'Assemblée**. Ne parvenant **pas à choisir un roi**, en **1875** ils **s'allient** aux **Républicains**. Des lois républicaines sont votées pour mettre en place les institutions de la IIIe République (voir schéma).

Entre 1875 et 1881, Léon Gambetta et Jules Ferry conduisent majoritairement la vie politique de la France. Républicains, ils participent à **développer** la **culture républicaine** afin de **pérenniser la IIIe République**. Ils reprennent des idées de la Commune de Paris, comme les bustes de Mariannes dans les mairies ou la devise (Liberté, Égalité, Fraternité) sur les frontons des mairies. Avec l'élection du président républicain Jules Grévy en 1879, la **Marseillaise devient l'hymne national** et le 14 juillet est décidée comme fête nationale.

### 2) L'École devient gratuite, obligatoire et laïque (1881-1882)

Pour pérenniser la République, Jules Ferry fait voter des lois sur l'instruction publique. Le 16 juin **1881**, **l'instruction devient gratuite**, bien que la mesure fût instituée par une loi de 1833 pour les familles en difficultés. L'année suivante la loi du 28 mars **1882** rend **l'instruction laïque et obligatoire** pour les enfants de 6 à 13 ans. Les filles doivent aussi aller à l'école. En **1880**, les **premiers collèges et les premiers lycées publics pour filles** sont créés par la loi. La **première bachelière française, Julie-Victoire Daubié a obtenu son diplôme en 1861**.

**L'école devient le moyen de diffuser la culture républicaine et ses symboles**. Les « Hussards noirs de la République », les professeurs de la fin du XIXe siècle, ont pour mission de faire aimer et servir la France et la République. Par exemple, le Français est enseigné dans des coins reculés où la langue régionale dominait.

3) Entre consolidation et crises dans les années 1880

Si **l'école contribue à consolider la République**, la **crise de 1886** marque les esprits. Le **général Boulanger** est nommé **ministre de la guerre**. Très populaire, il a un **discours belliqueux** à l'égard de l'Allemagne et **veut la guerre** pour prendre la **Revanche**, notamment récupérer les « Provinces perdues » que sont l'Alsace et la Lorraine. Les opposants à la République (bonapartiste, monarchiste, anarchiste) le rejoignent et il est élu député. En **1889**, face à sa potentielle prise de pouvoir, **Boulanger est menacé par le gouvernement d'être arrêté. Il s'enfuit** avec sa maîtresse en Belgique. Le général Boulanger, abandonné, se suicide. **L'affaire Boulanger montre que la République est durablement installée.**

**III. La IIIe République face aux épreuves**1) La question sociale : le travail dans les années 1890-1900

Avec la **création des syndicats en 1884** et la **loi Waldeck-Rousseau**, la question sociale, c'est-à-dire le travail, devient importante. Des **grèves** éclatent et sont largement organisées afin d'améliorer les conditions de travail et les salaires. En **1892**, **l'Inspection du travail est créée** pour surveiller les conditions de travail. La même année, la **durée du travail est limitée à 10 heures** pour les **jeunes de moins de 18 ans**.

En **1906**, le gouvernement promulgue une **loi** qui oblige les patrons à donner **une journée de repos par semaine après 6 jours de travail**. La même année, le ministère du travail est créé pour s'occuper de la question sociale. L'Etat prend en charge les travailleurs.

Malgré ces avancées, les **femmes ouvrières ou paysannes** travaillent, souvent **moins bien payées** que les hommes, moins instruites. Les **bourgeoises restent à la maison** et s'occupent des enfants comme il l'est écrit dans le code civil de 1804, totalement dépendantes juridiquement de leur mari.

Dans le même temps des penseurs de la question ouvrière ou sociale, comme **Jean Jaurès**, sont élus **députés**. La question sociale devient une affaire d'Etat.

2) L'affaire Dreyfus 1894-1906

En **1894**, une **lettre est trouvée** dans une poubelle. Destinée à un militaire allemand, le « bordereau » (le nom de la lettre) doit transmettre des informations militaires confidentielles françaises à l'ennemi allemand. Très vite, un coupable est identifié : le capitaine Alfred Dreyfus. Membre de l'Etat-major, alsacien (donc parlant Allemand) et juif. Le **capitaine clame son innocence, mais est condamné** pour « intelligence avec l'ennemi » au bagne et à la dégradation militaire. Les **journaux** font preuve **d'antisémitisme** et exulte la condamnation à mort. Dégradé en 1895, il est envoyé en Guyane, sur « l'île du Diable », où il vit sa **captivité dans des conditions dramatiques jusqu'en 1899**.

En France, une **contre-enquête** par le colonel Piquard **montre l'innocence de Dreyfus et démasque le vrai coupable**, le commandant Esterhazy. L'armée refuse de faire machine arrière et laisse le coupable en liberté. **La France se divise en deux camps**. Les **Dreyfusards**, pour le capitaine Dreyfus et la révision de son procès, favorables aux valeurs de la République et à la paix, font face aux **anti-Dreyfusards**, antisémites et

pro-militaires contre le capitaine Dreyfus. Des « intellectuels », des juristes, des universitaires, des penseurs prennent publiquement la défense de Dreyfus. Le 13 janvier **1898**, le journal d'Emile **Zola**, le célèbre écrivain, publie une **lettre au président de la République intitulée « J'accuse » pour défendre Dreyfus**. Zola accuse le coupable Esterhazy et charge également l'armée et les falsificateurs du procès.

Pendant ce temps, le **capitaine est malade** et mal traité. En **1899**, il est **ramené vers Paris pour être de nouveau jugé** et est **encore condamné**, avec des circonstances atténuantes. Quelques mois après, épuisé, Dreyfus accepte la **grâce du président de la République**. En 1906, il est **acquitté et réhabilité dans l'armée**.

**Cette affaire a marqué la société française et l'Etat**. L'affaire a nécessité l'intervention du président et a mobilisé des personnalités publiques ou militaire. De plus, **l'antisémitisme** s'est montré au grand jour et a fait naître l'importance du rôle des Intellectuels dans la vie politique française.

### 3) La séparation de l'Eglise et de l'Etat le 9 décembre 1905

Les **Républicains radicaux** remportent les élections législatives de 1902 et 1906. **Soutiens de Dreyfus**, ils sont **anticléricaux** et **attachés à la République**. Ils **accusent l'Eglise d'avoir été contre le capitaine** et d'avoir un **rôle d'opposition à la République**. Peu à peu, ils vont faire voter des lois limitant l'importance de l'Eglise en France. En **1904**, ils font voter une **loi interdisant les congrégations religieuses d'enseigner**.

Parmi eux, un député se fait entendre : **Aristide Briand**. Il fait **rédiger une loi qui n'est pas radicalement opposée à l'Eglise**, mais veut réduire sa présence en France, notamment dans l'enseignement. animateur de nombreux débats et soutenu par des personnalités comme Bienvenu-Martin ministre l'instruction publique, **Briand réussit à faire adopter la loi qui prévoit la séparation des Eglises et de l'Etat**.

L'année suivante, l'inventaire des biens du clergés se passe avec des résistances des membres du clergé qui craignent des confiscations. Les heurts sont locaux. La laïcité est instaurée.

La loi du 9 décembre 1905 est votée. « Art 1 : La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes [...] », puis l'article 2 énonce « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, [...] seront supprimées des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. » et l'article 28 d'interdire les signes religieux dans l'espace public, sauf les lieux de culte, cimetières,<sup>1</sup> etc...

**Conclusion : vers la guerre ?** Depuis **1871**, la France et l'Allemagne ont des relations tendues. La France politique a évolué et est **profondément républicaine**, malgré des épisodes de crise. Une **guerre menace l'Europe**, où demeurent les tensions. La France comprend l'urgence de se trouver des **alliés**. En 1893, la France et l'**Empire russe** se rapprochent autour d'une convention militaire. La **Grande-Bretagne** et la France signent un traité d'Entente cordiale. En **1906**, puis en **1912**, des **crises entre la France et l'Allemagne** font croire à la guerre, évitée de justesse. La France s'est trouvée des Alliés, mais se **prépare** aussi à la guerre et fait voter en 1913 une **loi allongeant le service militaire obligatoire de 2 à 3 ans**.

<sup>1</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00000508749>